

# L'ethnologie

## La Mission du patrimoine ethnologique

À la fin des années 70, alors que se manifeste une volonté d'élargir la notion de patrimoine pour y inclure des éléments en grande partie immatériels, ancrés dans les aspects les plus contemporains de la vie sociale et constituant le fondement et la manifestation des identités collectives, le patrimoine ethnologique est institutionnalisé. Fort de tous les éléments qui composent l'identité de chaque groupe social et qui le différencient des autres, ce patrimoine a plus vocation à être valorisé que conservé.



*Habitation avec aire de jeux pour les enfants aux Ulis (Essonne). Recherche de Brigitte Guigou et Christine Lelevrier: "Représentation et usages des espaces privés et publics dans les grands ensembles : la résidentialisation".*

La Mission du patrimoine ethnologique et son conseil scientifique sont créés en 1980, dans le cadre de l'année du patrimoine. Composée aujourd'hui d'une dizaine de personnes, elle prépare les travaux du Conseil du patrimoine ethnologique, assure la conception, l'organisation et le suivi des programmes de recherche, participe aux réflexions et aux actions de la Direction de l'architecture et du patrimoine à laquelle elle est rattachée. Elle est l'interlocutrice des DRAC pour l'ethnologie et tout particulièrement des ethnologues régionaux auxquels elle propose des orientations. Elle mène enfin des actions dans les domaines de la formation, des publications, des relations internationales, et des productions audiovisuelles.

Au Conseil du patrimoine ethnologique, instance interministérielle, sont représentées les principales institutions qui ont une politique de recherche dans le domaine de l'ethnologie de la France. Parmi celles-ci figurent en bonne place le CNRS, représenté notamment par le directeur du Département des sciences de l'homme et de la société et par huit de ses membres, l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et les universités avec les enseignants-chercheurs.

L'autre pôle du patrimoine ethnologique au ministère de la culture, est constitué par les conseillers pour l'ethnologie auprès des DRAC. Ils jouent un rôle de coordination entre les intervenants sur le terrain, notamment les élus qui souhaitent mettre en valeur un patrimoine culturel, et les impératifs de cohérence et de qualité de la recherche. Ils sont les médiateurs incontournables entre questions scientifiques et questions issues du terrain, celles que posent les Français d'aujourd'hui, urbains pour la plupart, qui ont à cœur leurs particularismes culturels, entendus dans le bon sens du terme, autrement dit, celui de leur originalité et de leur inscription dans un territoire qui possède des traditions et une histoire.

L'action de la Mission n'a pas pour vocation première la conservation, même si, à l'échelon régional, des éléments constitutifs du patrimoine ethnologique ont pu bénéficier de politiques de protection. Son action est davantage axée sur la connaissance d'un patrimoine dont la conservation sera assurée par d'autres instances qui ont une inscription locale : musées de sociétés, associations de sauvegarde, municipalités engagées dans

une politique de préservation du patrimoine et de développement local, parcs naturels régionaux. Pour donner plus de visibilité à son action, les retombées de celle-ci étant prises en charge par différents organismes, il fallait pouvoir identifier ceux qui avaient plus particulièrement vocation à traiter du patrimoine ethnologique. Ces derniers ont été labellisés "ethnopôles". Il en existe actuellement trois. Ils sont appelés à devenir des partenaires privilégiés du ministère.

Le champ de réflexion ouvert par les avancées de la recherche intéresse de multiples façons les partenaires du

ministère de la Culture concernés par le patrimoine ethnologique. Il a essentiellement pour effet de stimuler un intérêt pour des éléments de ce patrimoine jusqu'alors ignorés et d'ouvrir la possibilité de mieux tirer partie des potentialités des cultures locales. Les thèmes des programmes de recherches nationaux sont repris par les acteurs de la recherche en région. Pour développer l'efficacité de telles synergies le service se préoccupe de la formation des acteurs de cette politique scientifique et culturelle. Il dispose pour ce faire de bourses d'études et il organise des stages de formation à leur intention.

La politique de recherche qui a été menée depuis la création du service s'est fixée plusieurs objectifs : défricher des champs nouveaux, tels, dans les années 80, ceux des savoirs naturalistes ou du patrimoine industriel, ou dans les années 90, ceux des producteurs de l'histoire locale ou du lien social dans les périphéries urbaines ; renouveler l'approche de certaines questions susceptibles d'être revisitées dans un nouveau contexte, telles celle des rituels dans la France contemporaine ou celle des pratiques et politiques

### Les questions suivantes ont été l'objet de programmes de recherches pluriannuels :

**famille et parenté, savoirs naturalistes populaires, savoir-faire et techniques menacés, ethnologie en milieu urbain, appartenance régionale et identité culturelle, pratiques rituelles dans la France contemporaine, France, société pluriethnique, les consommations familiales : modèles, pratiques, et représentations, les paysages, créations culturelles, les pratiques et politiques culturelles de l'identité, les frontières culturelles, écritures ordinaires : traces et façons de faire, les jeux du paraître : parure et esthétique du corps, nouveaux usages de la campagne et patrimoine, production, producteurs et enjeux contemporains de l'histoire locale, ethnologie de la relation esthétique, formes contemporaines de l'économie informelle : activités, échanges et réseaux de relations, entre privé et public : les rapports de cohabitation et les usages des espaces communs dans les ensembles résidentiels.**

culturelles de l'identité; dégager de nouveaux points de vue permettant de donner une autre lecture de faits culturels tels la dynamique des paysages ou encore la persistance des frontières culturelles.

La vocation de la recherche est d'ouvrir de nouveaux champs de réflexion. La Mission, aujourd'hui, souhaite s'ouvrir à de nouveaux thèmes afin que l'avancée scientifique espérée se combine avec les missions et les centres d'intérêt de la Direction de l'architecture et du patrimoine. C'est ainsi que le programme de recherche sur les espaces intermédiaires (lancé en 2001 sous forme d'appel à projets), traite aussi de questions qui se posent aux architectes et aux maîtres d'ouvrage. Les propositions reçues rappellent que pendant longtemps, maîtres d'ouvrages, élus, architectes et urbanistes se sont peu intéressés aux espaces intermédiaires. Pourtant l'urbanisme des ZUP et autres nouveaux quartiers d'après-guerre a été marqué par l'absence de la rue et par conséquent par la rupture avec l'organisation traditionnelle des immeubles par îlots. Entre les tours et les barres, de grands espaces étaient laissés. Perçus comme une succession de fragments d'espaces sans lien entre eux, ces lieux ont souffert de leur statut mi-privatif, mi-urbain. Les approches sociologiques, en s'intéressant aux articulations entre ces lieux intermédiaires et les espaces qui les bornent, remettent en question les distinctions trop simplistes entre le logement assimilé à l'espace privé, et les espaces extérieurs assimilés à l'espace public urbain.

La Mission réfléchit actuellement aussi à un champ de recherche lié à la mise en place progressive de nouveaux cadres pour l'intercommunalité qui vont entraîner d'importants changements. Qu'en sera-t-il des relations entre les différentes collectivités

existantes, de leur rôle respectif et des unités d'insertion auxquelles vont se référer les populations de ces nouveaux ensembles urbains ? Cette politique, dans le cadre de contrats de pays, a aussi pour objectif de favoriser un développement durable. Quelle place le patrimoine et le tourisme vont-ils prendre dans ces projets ?

Les nouvelles formes de tourisme, le tourisme vert et le tourisme "scientifique" devraient faire l'objet d'un programme de recherche. La conception contemporaine du tourisme est de se déplacer pour visiter des ensembles et non plus seulement des éléments isolés. Pour les promoteurs du tourisme, il s'agit de construire de tels ensembles et de leur donner un sens, en en faisant l'expression d'un territoire, qui, avec ses paysages et ses activités, devient emblématique d'une population, dans sa singularité. Quelles sont les conséquences de la patrimonialisation de ces espaces, en termes de valeurs, de relations avec autrui, de développement économique, de transformation des cultures locales, d'ouverture sur le monde extérieur, etc. ? Comment l'identité locale est-elle repensée ?

Au cours de la décennie 90 la Mission a développé une action internationale visant à constituer des réseaux de chercheurs et à développer des recherches comparatives. Cela s'est traduit en 1995 par un colloque international " Ethnologie et Patrimoine " (17 pays représentés), et par la tenue d'un séminaire de réflexion sur les héros nationaux, associant la plupart des pays européens. Cette action, qui a donné lieu à une publication, se poursuivra sur d'autres thèmes.

ALAIN MOREL

RESPONSABLE DE LA RECHERCHE À LA MISSION DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE



La revue *Terrain* et la *Collection Ethnologie de la France*, ont été créées en 1983 par la Mission du patrimoine ethnologique afin de mettre à la disposition des chercheurs, mais aussi d'un public plus large, les résultats des recherches ethnologiques sur la France financées par le ministère. Chaque numéro de la revue *Terrain* est centré sur un thème : thèmes des appels d'offres de recherche lancés par la Mission et par

le Conseil du patrimoine ethnologique les premières années, puis thèmes plus larges, embrassant les aspects les plus divers de la société française contemporaine. Au fil des ans *Terrain* a ainsi abordé des thèmes comme les croyances, les usages de l'argent, le sport, les différentes manières de percevoir le temps ou la beauté, les liens familiaux, le corps, la danse ou, tout dernièrement, dans son trente-septième numéro, la musique. Les articles, largement illustrés, sont toujours basés sur des recherches de terrain, appuyant les hypothèses théoriques sur des exemples concrets. La dimension comparative est de plus en plus présente, les travaux sur la France voisinent avec ceux qui traitent d'autres pays européens, voire de cultures plus lointaines. De même, les dimensions historiques et sociologiques des sujets traités sont également prises en compte.

REVUE SEMESTRIELLE, 37 NUMÉROS PARUS, 184 PAGES, 100F LE NUMÉRO.

*La Collection Ethnologie de la France*

Co-éditée avec la Maison des Sciences de l'Homme de Paris, la collection présente à la fois des ouvrages d'auteurs (21 livres parus) et des livres collectifs (les Cahiers d'ethnologie de la France, 18 livres parus).

Rédaction *Terrain* et la *Collection* :

Christine Langlois

Mission du Patrimoine ethnologique

mèl : christine.langlois@culture.fr

Site internet : [www.culture.fr/culture/mpe/mpe1.htm](http://www.culture.fr/culture/mpe/mpe1.htm)



*Le cirque classique, un spectacle actuel*

Etude réalisée par Sylvestre Barré dans le cadre de l'appel d'offres " Ethnologie de la relation esthétique ". Lancé en 1999 et renouvelé en 2000, cet appel d'offres visait à explorer, avec les outils de l'ethnologie, de l'anthropologie et de la sociologie le jugement de goût et les constructions esthétiques.

Il se conclura par une publication dans la collection "Ethnologie de la France", et par un colloque.

Contact :

Odile Vincent

Tél : 01 40 15 87 34

Mèl : [odile.vincent@culture.gouv.fr](mailto:odile.vincent@culture.gouv.fr)

# L'institution de la culture : naissance d'un laboratoire

L'ethnologie de la France - et de l'Europe - vient de connaître trois décennies qui ont profondément bouleversé ses assises institutionnelles, enrichi la liste de ses objets et, de façon plus diffuse peut-être, renouvelé ses cadres de pensée, ses paradigmes. L'extension du nombre des chercheurs, des enseignements universitaires, des lieux où l'on produit du savoir va avec une surprenante diffusion géographique de la pratique ethnologique. En trente ans tout a changé, le champ des possibles s'est largement ouvert. Ce domaine de la discipline - la France et l'Europe - a pris un tel essor que son influence, quant aux thèmes et aux démarches de la recherche, s'étend sur l'ethnologie des mondes plus lointains. S'esquisse là un véritable renversement de polarités. Il convient de rappeler cette situation pour tempérer le discours dominant qui identifie comme une "crise" l'état actuel de l'ethnologie en général. Si la situation est, sans doute, critique, c'est parce que les instruments d'action collective hérités des années 1960-1970 ne sont plus du tout adéquats. Le diagnostic n'est pas original, il est important qu'il débouche sur des configurations neuves. Encore faut-il bien identifier les moteurs possibles de ce renouvellement.

Le projet initial du LAHIC, "Laboratoire d'anthropologie et d'histoire" : "l'institution de la culture" associant la Direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA) et le CNRS, est assez particulier. Le LAHIC donne à traiter d'un problème anthropologique, c'est-à-dire général et fondamental : "l'institution de la culture". Que faut-il entendre par "institution de la culture" ? Toutes les grandes analyses de la modernité se sont attachées à éclairer les spécificités des sociétés de l'Occident, et leur genèse, en soulignant l'autonomisation, sous forme d'institutions et de champs structurés de la pratique, de grandes sphères de la vie commune : l'économie, la politique, l'individu comme sujet etc. Aucune des théories classiques ne s'est arrêtée à cette étonnante invention de l'Occident moderne : la culture. Or, un processus de longue durée a abouti, en Europe d'abord, à la mise à part de bâtiments, de sites, d'objets, de pratiques, de savoirs... qui ont été dotés d'une valeur supérieure et qui exigent un traitement particulier (inventaire, restauration, conservation). Cette distinction ne prend sa source ni dans la religion ni dans le pouvoir, elle s'est dotée d'un répertoire de définitions et d'expressions de la valeur qui lui est propre et que synthétise aujourd'hui le terme "*culture*". Bien entendu cette séparation a suscité simultanément des médiations qui assurent le contact avec les biens de culture d'autant que ceux-ci sont vite devenus des référents de la construction d'identité personnelle et collective. La question très actuelle : "Qu'est-ce que l'on peut désigner comme "*culture*" et qui a autorité pour énoncer cette qualification ?" marque bien que nous vivons quotidiennement ce mouvement général sans avoir toujours conscience de la profondeur de ses fondements. En tout cas, les débats présents sur la culture "administrée", sur la culture scolaire ou sur la culture au sens très englobant que lui donnent les ethnologues viennent s'inscrire de façon parfaite dans cette problématique générale et contribuent à l'imposer à notre attention. De plus, et c'est fondamental, il n'y a plus aujourd'hui une population au monde qui ne soit en train d'accomplir cet effort intellectuel et institutionnel d'objectivation de "sa" culture. Ce ne sont pas les ethnologues qui importent le terme chez les Yanomami, les Aborigènes d'Australie ou les Inuits, ce sont ces sociétés elles-

mêmes qui se définissent dans leur être et leur histoire à l'aide de ce répertoire de la valeur qu'est la culture, ce sont elles qui créent les lieux de sa conservation et de son exposition.

Mais encore faut-il décliner ce thème, transformer la généralité du problème en opérations concrètes de recherche qui feront avancer notre compréhension. Au sein du Ministère de la culture et de la communication, la Mission du patrimoine ethnologique a été, depuis 1980, un véritable foyer de recherche et de réflexion innovantes. Du fait de son implantation dans la Direction de l'architecture et du patrimoine, plusieurs des programmes de recherche lancés au fil des années ont esquissé notre problématique. Inévitablement, comme un stimulant ou comme un remords, la question de l'institution de la culture est venue hanter les recherches sur la France d'aujourd'hui. Il était donc logique que la Mission du patrimoine ethnologique (dont le chef, Odile Welfel, est directeur-adjoint du laboratoire) s'associe à une entreprise qui revient à éclairer non seulement sa propre pratique mais celles qui touchent à toutes les formes de "mise en patrimoine". A côté d'une réflexion collective qui fera avancer autour de notions-clés (l'authenticité, la sacralisation, la territorialité...) la problématique générale, deux champs de recherche ont été choisis pour les quatre ans à venir.

Le premier s'intitule "Langue, écriture, littérature". Comment l'outil linguistique devient-il un bien commun, à connaître, à illustrer et à défendre ? Comment s'affirme, dans le temps, le rapport de la langue aux "identités", nécessairement polémiques, en particulier nationales et régionales ? Quelle place tiennent les littératures dans ce phénomène ? Et quel est, corrélativement, le rôle de l'écrivain, qu'il s'inscrive dans la langue nationale ou dans la langue tout court ?

Le second thème s'intitule "L'institution archéologique". Prenant acte du fait que l'archéologie est, à égalité, une discipline scientifique, une pratique culturelle large (si on prend en compte non seulement les amateurs mais tous les consommateurs de l'imaginaire archéologique) et un domaine central des biens culturels reconnus et administrés, ces trois facettes étant indissociables, nous avons vu là un exemple très stimulant, le type même d'objets qui solliciteront l'attention du laboratoire.

Le projet du LAHIC est d'abord un projet intellectuel qui revendique le fait d'être situé au plus près des lieux où l'institution de la culture se fait. C'est aussi un projet expérimental autour duquel une équipe tout à fait neuve, inédite, s'est constituée dans un mouvement d'adhésions personnelles. C'est enfin un projet qui se situe sur une des frontières novatrices des sciences sociales, la culture étant en passe de devenir, à côté de l'économie et de la politique, un des cadres universels de la conscience de soi et de l'action collective.

**DANIEL FABRE**  
DIRECTEUR D'ÉTUDES À L'EHESS  
DIRECTEUR DU LAHIC

LAHIC FRE 2403  
65 rue de Richelieu  
75002 Paris  
Tél : 01 40 15 82 67  
Mél : [laic.fabre@culture.fr](mailto:laic.fabre@culture.fr)

# L'ethnologie en région



© Ph. Heller-Roucaute/Inventaire général-ADAGP

*Maison à loggia sur poteaux de bois à la ville (Arviex), in L'habitat du nord des Alpes, Cahier du Patrimoine n°55*

Dès sa création, en 1980, la Mission du patrimoine ethnologique s'est préoccupée de donner une dimension régionale à son action par l'intermédiaire d'ethnologues en poste dans les Directions régionales des affaires culturelles (DRAC). Le conseiller à l'ethnologie ou l'ethnologue régional (onze régions en sont actuellement pourvues) est conduit à moduler son action en fonction des orientations du ministère et de la DRAC, des moyens d'action qui dépendent du contexte culturel et universitaire local et des problématiques intellectuelles qu'il a à mettre en œuvre.

Il faut souligner le rôle transversal essentiel que peuvent jouer des conseillers à l'ethnologie dans les DRAC en menant des actions avec les autres services patrimoniaux (Inventaire, Monuments historiques, Musées, Archives, Architecture...), mais aussi avec les services de médiation et d'action culturelles (théâtre, livre et lecture, politique de la ville). Cette transversalité se manifeste aussi par la prise en charge et la construction intersectorielle de relations avec certains partenaires extérieurs. Elle s'étend en effet à des relations tissées autour de projets construits en commun avec d'autres services déconcentrés de l'Etat. (Direction régionale de l'agriculture et de la forêt, Direction régionale de l'action sanitaire et sociale .....). C'est dans cette perspective que des conseillers ont été amenés à initier ou à accompagner des études

et recherches sur le champ urbain avec leurs collègues conseillers à l'action culturelle et conseillers à la ville en relation notamment avec les chargés de mission du Fonds d'action social (FAS.), qu'il s'agisse de programmes interministériels ou d'études menées dans le cadre régional. Au fil des années ces études constituent une ressource précieuse sur des thèmes comme celui de l'interculturalité, des transformations urbaines, des pratiques culturelles ou encore des mémoires croisées.

La prise en compte de l'ethnologie dans l'action publique patrimoniale a contribué à l'évolution même de la notion de patrimoine : pour l'ethnologue, un objet ou un lieu prennent sens, non dans leur simple matérialité mais en fonction des relations symboliques qui les construisent.

Au sein des Commissions régionales du patrimoine et des sites, mais aussi dans le cadre de zones de protection (ZPPAUP) il a été possible de faire valoir l'intérêt de protections raisonnées autour de lieux représentatifs de pratiques culturelles ou sociales qui avaient fait l'objet d'études ethnologiques préalables (protections d'arènes en Languedoc-Roussillon ou de l'atelier de poterie en activité à Cliousclat en Rhône-Alpes, par exemple). La démarche ethnologique a favorisé la sensibilisation à de nouveaux types de patrimoines tout en contribuant à leur construction, grâce à l'apport de l'action de recherche et de la

réflexion sur leur mise en valeur et leur conservation.

Les conseillers à l'ethnologie sont souvent amenés à travailler avec des partenaires s'intéressant à des problématiques liées à des projets de développement (par exemple des études de relances de productions artisanales, agricoles, ou plus largement de valorisation de territoires à partir de leurs ressources patrimoniales).

L'activité des conseillers ouvre également à une nouvelle appréhension des secteurs institutionnels du patrimoine. Elle peut ainsi interroger les monuments historiques mais aussi avoir un regard nouveau sur des politiques culturelles locales. Cette position particulière des conseillers à l'ethnologie leur permet de traduire une demande politique et mémorielle d'acteurs locaux en termes de recherche et d'action culturelle. Cette position leur permet également d'évaluer ces demandes et ces processus de patrimo-

nialisation tout en les accompagnant. Les études ou recherches qu'ils soutiennent et pilotent deviennent alors des points d'appui en matière d'aménagement culturel du territoire notamment dans les parcs naturels régionaux.

Dans la perspective actuelle de redécoupage des territoires (communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats de pays et désormais pays) qui vont venir en surimpression de dispositifs territoriaux existants (régions, départements, parcs naturels, etc...), les services de l'Etat dans les régions doivent avoir un rôle. Une discipline qui privilégie l'étude des relations complexes entre les sociétés humaines, le milieu naturel, les objets...comme l'ethnologie peut y contribuer fortement.

FRANÇOIS PORIET

CONSEILLER POUR L'ETHNOLOGIE - DRAC RHÔNE-ALPES

## Du Musée national des arts et traditions populaires au Musée des civilisations - France, Europe, Méditerranée

C'est après bien des expertises et des tentatives de réforme destinées à remédier à la désaffection du public et à des critiques relatives à l'activité de recherche de son Unité mixte de recherche, le Centre d'ethnologie française (CEF, UMR 306), que la décision a été prise, par le gouvernement, de transformer le Musée national des arts et traditions populaires (MNATP) en Musée des civilisations - France, Europe, Méditerranée (titre provisoire), et de le réinstaller à Marseille. Ce projet, conçu en partenariat avec la Ville de Marseille, le Conseil général des Bouches-du-Rhône et le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a fait l'objet d'une décision au Comité interministériel pour l'aménagement durable du territoire (CIADT).

Le nouveau musée sera installé à la jonction du Vieux Port et de la Joliette, dans le Fort Saint-Jean et sur le môle J4 adjacent. Le Fort Saint-Jean, monument historique appartenant à l'Etat (Ministère de la culture et de la communication) pourra ainsi être ouvert au public. L'ensemble cohérent qu'il formera avec l'architecture contemporaine de la partie du musée construite sur le J4 constituera l'un des pôles majeurs de la Cité de la Méditerranée que prépare l'Etablissement public Euroméditerranée chargé de la restructuration urbaine de ce secteur de la ville. Le nouveau musée sera constitué à partir des collections de l'actuel MNATP élargies à l'ensemble de l'Europe et de l'espace méditerranéen, dans le cadre d'un transfert global du musée et de son laboratoire de Paris à Marseille.

Ce projet répond à une triple volonté. Il s'agit tout d'abord de remédier aux mauvaises conditions actuelles dans lesquelles est placé le MNATP-CEF, et qui l'ont progressivement marginalisé alors qu'il a été, de plusieurs points de vue, l'un des établissements muséographiques les plus novateurs et les plus admirés au monde dans la décennie qui a suivi son installation par son créateur Georges-Henri Rivière et son architecte, Jean Dubuisson. Ce musée est en effet, au Bois de Boulogne, très mal situé par rapport à son public potentiel francilien et touristique, à l'étroit dans ses murs et sans possibilité d'extension alors que son programme initial, jamais réalisé, prévoyait un musée de plein air



Le port de La Canée (Crète) : la mosquée turque.

complémentaire dans le Jardin d'acclimatation. Il est surtout aujourd'hui inadapté, du fait des limites nationales qui lui sont imparties, aux besoins scientifiques, comme culturels - le territoire national est une échelle comparative insuffisante sur le plan ethnologique, et la dynamique des civilisations n'a que peu à voir avec les Etats. Un musée de société ne se conçoit que par rapport à son public, et les interrogations de celui-ci évoluent. Ces interrogations portent aujourd'hui sur la mondialisation, sur les fondements du sentiment européen, sur les rapports nord-sud, sur les relations entre société et environnement, sur le métissage culturel, questions auxquelles l'anthropologie est susceptible d'apporter des éléments de savoir et donc d'appréciation. Le second objectif poursuivi par les initiateurs du projet est d'accomplir un acte fort de décentralisation : premier grand projet muséal de l'Etat d'une

telle dimension symbolique et concrète à être installé hors de Paris, il contribuera au développement de la métropole marseillaise, dont l'avenir se redessine aujourd'hui dans un cadre géopolitique et économique totalement renouvelé. Le troisième but du ministère est de créer, en complémentarité avec le musée du Quai Branly à Paris qui sera consacré aux civilisations extra-européennes, un pôle patrimonial et intellectuel dédié aux cultures du monde européen et méditerranéen. La communauté d'inspiration et de destin comme les oppositions des nations qui le composent imposent aux citoyens de cet espace une connaissance approfondie ainsi qu'un questionnement permanent.

Le futur Musée des civilisations - France, Europe, Méditerranée se veut un musée de synthèse consacré non pas à une présentation juxtaposée des différentes cultures de l'aire géographique concernée, mais à la comparaison, selon des thématiques à recenser et à hiérarchiser (naître et mourir, croire, habiter, manger, s'aimer et se haïr, se soigner, se montrer...), des traits représentatifs de ces cultures pour mieux en faire percevoir l'unité et la diversité. La perspective interdisciplinaire, seule à même de proposer une vision dynamique des processus d'élaboration des représentations collectives et des symboles de référence, sera privilégiée afin de donner à chacun, en fonction de sa propre quête, de nouveaux repères pour un renouvellement de sa perception et de ses interprétations du présent ainsi que de son engagement citoyen. Fermement fondé sur la présence dans ses murs d'une équipe de recherche et de conservation solide prenant en compte la culture matérielle comme traduction concrète et appui des références communes plus abstraites qui font la trame de toute société, le laboratoire du musée s'inscrit dans la perspective d'un réseau local, national et international de réflexion et de collaboration. Dans le domaine de la recherche, tout particulièrement, il bénéficiera de la présence d'une exceptionnelle densité de spécialistes regroupés notamment dans la Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme, auxquels il offrira en contrepartie des possibilités de travail élargies et un outil de diffusion performant auprès du grand public. Contrairement aux musées traditionnels, ses présentations permanentes seront très évolutives de manière à tenir compte des développements les plus récents de la recherche, des nouvelles acquisitions ainsi que de la demande du public qui sera l'objet

d'une évaluation permanente. Il fera une large place aux expositions temporaires, au spectacle vivant, au cinéma, à l'action culturelle et éducative ainsi qu'au débat. Ce sera un forum autant qu'un musée, et son centre de ressources documentaires (bibliothèque, archives écrites, sonores et audiovisuelles) complètera la ressource offerte par ses prestigieuses collections, insuffisamment connues aujourd'hui. Il s'appuiera sur la ville et le port de Marseille, lieux emblématiques s'il en est de la rencontre, du commerce, de la culture urbaine, du pluriculturalisme et du métissage, pour rendre compte de la génétique culturelle qui met sans cesse aux prises dans une tension féconde, transmission et innovation, tradition et transformation économique, sociale et culturelle.

La création d'une institution aussi novatrice, appuyée sur un patrimoine prestigieux mais davantage tournée vers l'action culturelle, la médiation, le débat que la plupart des musées classiques, nécessite une démarche conceptuelle puissante à laquelle est conviée actuellement toute l'équipe scientifique du musée-laboratoire. Celle-ci, bien entendu, ne pourra suffire. C'est la raison pour laquelle le "projet scientifique et culturel" remis cet été à la Ministre de la culture et de la communication, premier stade de l'élaboration avant le programme muséographique qui sera achevé courant 2002, a bénéficié de la réflexion d'un aréopage de chercheurs et de muséologues réunis au sein d'un Conseil scientifique présidé par MM. Joaquim Païs de Britto, directeur du musée national d'anthropologie de Lisbonne, et Christian Bromberger, vice-président du Conseil du Patrimoine ethnologique et directeur de l'IDEMEC (Institut d'ethnologie méditerranéenne comparative). Les prochaines étapes du projet seront, outre la programmation muséographique, la programmation architecturale et le concours international d'architecture, préparés avec le concours de l'établissement constructeur qui assiste la Direction des musées de France, maître d'ouvrage, une préfiguration sur place sous forme notamment d'expositions temporaires, du chantier des collections et d'une première délocalisation de l'activité de recherche, enfin une ouverture complète en 2008.

MICHEL COLARDELLE  
CONSERVATEUR GÉNÉRAL, DIRECTEUR DU MNATP-CEF

## La recherche dans les écomusées

La recherche dans les musées de société constitue une activité structurante voire fondatrice. A travers l'élaboration de problématiques transversales et d'espaces de diffusion communs, elle s'avère un outil dynamique d'animation du réseau des écomusées. C'est pourquoi la Fédération des écomusées et des musées de société a lancé en 2001, auprès de ses adhérents, une enquête sur les objectifs, financements et modes opératoires des activités de recherche.

Dès leur création, les écomusées ont été conçus comme des laboratoires, restituant aux publics les résultats des analyses menées sur des territoires constituant l'objet même de leur réflexion et de leur raison d'être. Ces travaux nourrissent tous les modes de restitution (expositions, publications, valorisations des sites, etc.) et orientent en amont ou en aval, la constitution et l'enrichissement des collections.

Créés souvent sur des territoires en pleine mutation, ces musées ont accompli un important travail d'inventaire, d'étude et de conservation qu'il s'agisse de paysages, de savoir-faire ou de



*Inventaire photographique sur le thème de la cuisine dans le logement pour une exposition en préparation sur les modes d'habiter. L'enquête comprend l'analyse de 40 opérations des années 30 à nos jours. Collection Ecomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines.*

© Ph. J.C. Bandot, P. Picco, 2000

toute autre pratique culturelle. Leur répartition géographique ainsi que les missions qu'ils poursuivent depuis plus de trente ans composent un des fonds majeurs d'une ethnologie de la France contemporaine.

Les résultats de l'enquête confirment cet état des lieux et font apparaître la diversité et l'originalité des études. Si l'ethnologie et l'histoire restent les deux disciplines privilégiées, de nombreux programmes pluridisciplinaires ont été mis en place. Ils témoignent de la complexité de l'analyse des territoires et de l'ouverture sur des questionnements nouveaux. Loin des idées reçues qui font souvent de ces musées des conservatoires nostalgiques, l'enquête montre que les politiques de recherche s'emploient à étudier les évolutions récentes de la société et s'intéressent aux problématiques urbaines (déplacements en Ile de France, pratiques sociales, etc.) ou technologiques (design, textiles, etc.). D'autres revisitent les notions de patrimoine avec une volonté de mise en perspective en collaboration avec des laboratoires publics, les DRAC, des bénévoles, des entreprises (filère fromagère de l'Avesnois).

La particularité des dispositifs mis en place dans ces programmes est liée aux contraintes: l'amplitude des champs d'investigation et la diversité des modes de restitution des recherches. L'enquête permet de recenser également de nombreuses modalités de recherche qui vont de l'écriture d'une politique de collection à l'étude des publics sans oublier les réflexions en matière muséologique.

Il ressort de cette étude qu'il y a une réelle volonté de la part des musées de s'ouvrir aux collaborations en matière de recherche, en désenclavant les initiatives afin de pouvoir développer des thématiques comparatives et transversales, de trouver des financements et de mutualiser les expériences, d'asseoir des réseaux de diffusion et de donner une visibilité scientifique sous forme de colloque ou de publication aux nombreux travaux menés à travers le réseau fédératif.

**JULIE GUINOT CORTEVILLE**

CONSERVATEUR DE L'ÉCOMUSÉE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

VICE-PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION DES ÉCOMUSÉES ET DES MUSÉES DE SOCIÉTÉ

*Note : Cette enquête s'appuie sur 129 questionnaires diffusés pour 43 réponses.*

## CALENDRIER

### Colloques

#### Ptolémée 2001

**4<sup>ème</sup> forum des solutions pour le développement des musées, sites patrimoniaux et équipements culturels**

**6-7 novembre 2001,**

**Paris**

**Renseignements :**

Ptolémée

4, Cité Paradis

75010 Paris

Tél : 01 47 70 45 80

Fax : 01 47 70 46 10

Mél : info@ptolemee.com

**Site sur la Toile :**

<http://www.ptolemee.com>

#### Le livre d'architecture

**Edition, représentations et bibliothèques**

**Journées internationales d'études**

**8-9 novembre 2001,**

**Paris**

**Renseignements :**

Ecole nationale des chartes

"Journées d'études sur le livre d'architecture"

19, rue de la Sorbonne

75005 Paris

#### L'art, des artistes et des professions

**Changer les conditions de l'art en France**

**15-16 novembre 2001,**

**Nantes**

**Renseignements :**

CIPAC

La Fleuriaye

44470 Carquefou

Tél : 02 28 01 58 15

Fax : 02 28 01 59 15

Mél : cipac@online.fr

**Télécom. Internet. Média : le temps des hauts débits ?**

**Journées internationales de l'IDATE**

**22-23 novembre 2001,**

**Montpellier**

**Renseignements :**

Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe

BP 4167

34092 Montpellier cedex 5

Tél : 04 67 14 44 44

Fax : 04 67 1444 00

Mél : info@idate.fr

**Site sur la Toile :**

<http://www.idate.fr>

**Cinéma et littérature russe : regards croisés**

**Colloque international**

**13-15 décembre 2001,**

**Toulouse**

**Renseignements :**

Pierre Fraixanet

Centre de promotion de la recherche scientifique

Maison de la recherche

5, allées Antonio-Machado

31058 Toulouse cedex 1

Tél : 05 61 50 44 68

Fax : 05 61 50 37 14

Mél : fraixane@univ-tlse2.fr

**Assises nationales de la Culture scientifique et technique**

**11-13 janvier 2002,**

**Paris**

**Renseignements :**

Assises nationales de la Culture

scientifique et technique

c/o ASTS

Marie-Emmanuelle Adisson

19, place de l'Argonne

75019 Paris

Tél : 01 44 89 82 81

Fax : 01 40 35 27 73

Mél : assises@sciencecitoyen.org

**Le travail et les hommes**

**127<sup>e</sup> congrès national des sociétés historiques et scientifiques**

**15-20 avril 2002,**

**Nantes**

**Renseignements :**

Comité des travaux historiques

et scientifiques

(CTHS)

1, rue Descartes

75231 Paris cedex 05

Tél : 01 55 55 97 78

ou 01 55 55 97 57

Fax : 01 55 55 97 60

Mél : congres.cths@education.gouv.fr

**Site sur la Toile :**

<http://www.cths.fr>